

Réponse à la consultation publique sur la révision ciblée du RGEC

La Région Grand Est, en sa qualité d'Autorité de gestion du Programme INTERREG Rhin supérieur, est très fréquemment confrontée à des cas d'aides d'Etat pour les projets de Coopération Territoriale Européenne (CTE), cofinancés dans le cadre du programme.

Après avoir participé en février dernier à la consultation préalable à la révision du RGEC, la Région Grand Est, en tant qu'Autorité de gestion du programme INTERREG Rhin supérieur, se félicite de pouvoir désormais prendre position sur la proposition de modification du RGEC de la Commission européenne.

Sur la base de la proposition de règlement modifiant le règlement n° 685/2014 et de la note explicative, la Région Grand Est souhaite tout d'abord saluer les aspects suivants :

- **Extension du champ de l'article 20 à toutes les entreprises** : la limitation de cette possibilité d'exemption aux seules PME a effectivement empêché à plusieurs reprises de recourir à cet article dans la mesure où le bénéficiaire ne remplissait pas les conditions énoncées à l'annexe I du RGEC et ne pouvait ainsi être considéré comme une PME.
- **Distinction entre les entreprises de différentes tailles et valorisation des petites et moyennes entreprises au travers d'une bonification de l'intensité de l'aide** : lorsqu'une petite ou moyenne entreprise (cas d'une start-up par exemple) prend part à un projet CTE, elle sollicite également des subventions auprès d'autres autorités publiques nationales ou régionales. La majoration de l'intensité de l'aide pour ce genre pour les petites et moyennes entreprises optimise ainsi la possibilité de pouvoir utiliser le dispositif d'exemption de l'article 20 et de ne pas ainsi recourir au règlement De Minimis.
- **Alignement des coûts admissibles au titre de l'article 20 du RGEC modifié sur les coûts éligibles prévus aux articles 38 à 43 du nouveau règlement CTE** : jusqu'à présent, les coûts admissibles du RGEC et ceux éligibles au titre des FESI ne se recourent pas toujours en totalité. En prenant comme point de départ les coûts éligibles pour la prochaine période de programmation, cela permet de minimiser cet écueil.

Malgré ces aspects novateurs, plusieurs interrogations quant à la pertinence des modifications apportées perdurent :

- **Taux d'intensité de 65% ou plus, en cas de majoration, insuffisant pour certains bénéficiaires et certains types de projet de coopération** : la modification de l'article 20 fixe un taux d'intensité d'aides publiques de 65% pour les grandes entreprises, de 75% pour les moyennes entreprises et de 80% pour les petites entreprises. Or, dans certains cas, le taux d'intensité pour les entreprises participant aux projets CTE est plus élevé que 80%. En effet, pour encourager les entreprises à s'investir dans un projet de coopération, des cofinancements nationaux peuvent venir se greffer au cofinancement du programme INTERREG. Ainsi, pour optimiser les possibilités de recourir à l'article 20 modifié, il serait préférable d'augmenter encore plus le taux d'intensité des aides publiques, en particulier pour les petites et moyennes entreprises. L'idéal étant de pouvoir aller jusqu'à un taux d'intensité de 100% des coûts admissibles.

- **Caractère partiel de la liste des coûts admissibles définis à l'article 20** : les coûts admissibles pour l'article 20 modifié ne se basent que sur les articles 38 à 43 du nouveau règlement CTE. Or, ce même règlement prévoit de laisser la possibilité aux programmes INTERREG de fixer des règles supplémentaires sur l'éligibilité des dépenses pour les catégories de dépenses qui ne sont pas couvertes aux articles 57 à 62 du nouveau règlement général, aux articles 4 à 6 du nouveau règlement FEDER et aux articles 38 à 43 du nouveau règlement CTE. Ainsi, le cofinancement du programme pouvant potentiellement porter sur d'autres catégories de dépenses que celles prévues aux articles 38 à 43 du nouveau règlement CTE, il est indispensable que l'article 20 précise que les coûts admissibles correspondent à ceux définis aux articles 38 et 43 du nouveau règlement CTE ainsi qu'aux règles définies au niveau du programme. Cela permettra alors de prendre en compte des dépenses telles que frais de préparation du projet (catégorie de dépense prévue par le programme, en plus de celles prévues dans le du nouveau règlement CTE) et les différentes méthodes de valorisation des frais éligibles (notamment avec les options de coûts simplifiés).
- **Interprétation de l'article 20bis et de la notion d'« aides octroyées aux entreprises pour leur participation à des projets de coopération territoriale européenne »** : le titre de l'article 20bis laisse une part d'interprétation non négligeable. La notion de participation serait à préciser : il conviendrait notamment de préciser clairement si les entreprises bénéficiant d'une aide d'Etat indirecte, en tant que bénéficiaires finaux d'un projet CTE, peuvent être couvertes par cet article. Afin de lever cette ambiguïté et pour faciliter la mise en conformité des aides d'Etat indirectes, une phrase supplémentaire à la fin de l'article 20bis devrait être ajoutée pour stipuler que ces dispositions s'appliquent également aux bénéficiaires finaux des projets CTE.
- **Mise en conformité de certaines aides d'Etat indirectes parfois pas possible** : certains projets de coopération peuvent conduire à la mise sur le marché d'un produit ou d'un service. Dans certains cas, les droits d'exploitation de ce nouveau produit ou service peuvent être cédés à une entreprise déjà existante ou nouvelle et qui n'était pas forcément membre du consortium de projet. Si cette cession se fait gratuitement ou à un prix inférieur à celui du marché, l'aide d'Etat indirecte pour l'entreprise exploitant le produit ou le service est à encadrer. Dans ce cas, le montant forfaitaire de 20 000 € prescrit à l'article 20bis risque de ne pas être suffisant.
- **Catégorie d'exemption centrée sur un type de bénéficiaire et non sur un type de projet ou d'activité, comme c'est le cas pour d'autres articles du RGEC** : les articles 20 et 20bis sont toutes les deux centrés sur la notion d'entreprise. Or, les projets CTE et les bénéficiaires étant très hétérogènes, il aurait été préférable d'établir une catégorie d'exemption pour les projets CTE dans leur ensemble. Cela permettrait de minimiser le risque d'avoir un projet où un bénéficiaire met sur le marché un produit ou un service, mais pour lequel il serait compliqué de définir de quelle catégorie d'entreprise il relève. L'article 2 de l'annexe I du RGEC semble en effet difficilement applicable pour certains bénéficiaires de projets CTE (exemple : associations, chambres consulaires, collectivités...). Ainsi, une solution pourrait être de dédié les articles 20 et 20bis aux projets CTE avec un taux d'intensité plus élevé possible et valable pour tous les bénéficiaires.

L'ensemble des recommandations formulées ci-dessus constitue des prédispositions essentielles afin de faciliter le traitement des aides d'Etat apparaissant dans le cadre des projets CTE. La Région Grand Est en sa qualité d'Autorité de gestion du Programme INTERREG Rhin supérieur remercie ainsi la

Commission européenne de bien vouloir prendre en considération les recommandations exposées ci-dessus et se réjouit de la simplification que cette nouvelle catégorie d'exemption pourrait représenter.